

**Déclaration de Monsieur Mohamed Loukal**  
**à la réunion du Comité Monétaire et Financier International**  
**au nom de l’Afghanistan, l’Algérie, le Ghana, l’Iran, le Maroc,**  
**le Pakistan et la Tunisie**

**21 avril 2018**

L'économie mondiale s'est raffermie depuis octobre dernier et la reprise cyclique est plus forte et plus disséminée qu'attendu, soutenue par davantage d'investissements, la reprise du commerce extérieur et des conditions financières généralement favorables. La croissance économique mondiale en 2017 était la plus élevée au cours des sept dernières années, mais avec des différences majeures entre et au sein des groupes de pays. Il est attendu que les économies avancées croissent plus rapidement qu'au rythme potentiel cette année et l'année prochaine, mais, à l'exception des Etats-Unis, leur croissance devrait se stabiliser à un niveau sous-optimal. Aux Etats-Unis, la croissance devrait rester plus longtemps au-dessus du potentiel, soutenue par la récente expansion budgétaire pro-cyclique. La croissance dans les pays émergents et en développement, tirée par la croissance en Chine et en Inde, devrait rester forte sur le moyen terme et continuer à être un moteur principal pour la croissance mondiale. Globalement, la croissance s'est raffermie dans les pays à faible revenu et devrait s'améliorer davantage dans le court terme, en contexte de hausse des prix des matières premières et de reprise de l'économie mondiale, mais des écarts importants persistent entre les pays du groupe. Les perspectives pour beaucoup de ces pays demeurent préoccupantes, particulièrement en Afrique Sub-Saharienne, confrontée à une croissance anémique, à la sécheresse, à la pauvreté et au lourd fardeau de la dette.

Les risques qui pèsent sur les perspectives mondiales à court terme sont généralement équilibrés mais les risques à moyen terme se sont accentués depuis octobre dernier, y compris ceux liés à l'intensification des tensions sur le commerce extérieur, à une normalisation plus rapide qu'attendu de la politique

monétaire dans les pays avancés et ses effets sur les conditions financières globales, et à l'exacerbation des tensions géopolitiques. Les coûts économiques et humains du changement climatique et de l'émigration forcée posent de sérieux défis pour beaucoup de pays, grands et petits, riches et pauvres. La digitalisation et le changement technologique offrent de nouvelles opportunités mais posent également de nouveaux défis qu'il s'agit de maîtriser.

Le Programme de Politiques Globales de la Directrice Générale du FMI met, à juste titre, l'accent sur la nécessité de renforcer les fondations pour une croissance forte et plus inclusive, un commerce mondial ouvert et guidé par des règles, un secteur financier plus résilient, une gouvernance renforcée et un amenuisement des inégalités. Il constitue un cadre approprié d'actions, dans la mesure où les politiques sont adaptées aux circonstances et contraintes spécifiques aux pays. Ce Programme de Politiques Globales véhicule un autre important message : la fenêtre d'opportunités est toujours ouverte mais ne laisse pas de place à la complaisance.

Les défis varient considérablement entre pays. Pour les pays avancés, les priorités incluent l'amélioration de la croissance potentielle et de la productivité, la création d'emplois, la prise en charge des legs de la crise économique et financière mondiale et la constitution de coussins de sécurité pour faire face à de nouvelles vulnérabilités. Pour les pays émergents et en développement, les principaux défis consistent à contenir les effets de leviers et à se préserver contre la volatilité des flux de capitaux, tout en maintenant le rythme élevé de croissance et renforçant la résilience. Davantage d'efforts est également nécessaire pour améliorer l'efficacité des dépenses d'investissement et sociales. Les pays exportateurs de pétrole dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord émergent graduellement des effets du choc externe de 2014, en contexte de reprise récente des prix du pétrole et du raffermissement de la croissance mondiale, mais leurs perspectives économiques dépendent fortement de leurs efforts de diversification économique, de reconstitution de coussins de sécurité, de prise en charge des vulnérabilités financières, de création d'emplois et d'amélioration de la distribution des revenus. Nous appelons le FMI et la communauté financière internationale à renforcer leur soutien aux pays à faible

revenu, aux petits pays et aux pays affectés par des conflits, à des conditions qui n'excèdent pas leurs capacités et qui n'alourdissent pas le fardeau de leur dette. Nous saluons la disponibilité du FMI à envisager des modifications aux facilités en faveur des pays à faible revenu et restons dans l'attente d'une augmentation de sa capacité de prêts concessionnels et d'un accroissement des niveaux d'accès.

La disponibilité durable d'argent à faibles conditions a soutenu la reprise économique. Cependant, l'inflation sous-jacente dans les pays avancés, à l'exception des Etats-Unis, devrait se raffermir, tout en restant inférieure aux objectifs, les gaps de croissance s'étant résorbés dans ces pays. Aux Etats-Unis, la croissance économique plus rapide, en contexte de plein emploi et de hausse des salaires, a hâté la normalisation de la politique monétaire ces derniers mois, alimentant des préoccupations quant à l'émergence d'une « inflation-surprise », mais les conditions financières demeurent accommodantes. La normalisation de la politique monétaire est inévitable – de préférence plus tard que plus tôt – mais lorsqu'elle intervient, le retrait du stimulus devrait être graduel et en phase avec les conditions cycliques et les intentions en matière de politique monétaire devrait être clairement communiquées.

Dans la plupart des pays, la constitution de coussins de sécurité budgétaires accroîtrait la résilience et créerait des espaces pour l'investissement dans l'infrastructure et la qualification de la force de travail et pour couvrir les dépenses sociales. Dans plusieurs pays à faible revenu, la consolidation budgétaire est essentielle pour réduire le fardeau de la dette, tout en accélérant les réformes pour atteindre les objectifs de développement durable 2030., que le FMI a également intégré dans ses travaux. Nous soutenons l'appel dans le Programme de Politiques Globales de la Directrice Générale du FMI à l'adoption d'une approche multi-dimensionnelle pour accroître la transparence en matière de dette et prendre en charge les problèmes de dette des pays à faible revenu. Nous saluons les efforts pour assister ces pays à mettre en œuvre le cadre de viabilité de la dette, tel que mis à jour, et appelons le Fonds à accroître son soutien aux petits pays et aux pays fragiles.

La mauvaise gouvernance se traduit par des coûts économiques considérables, en termes de perte de croissance et de bien-être, que les pays peuvent difficilement supporter. Le rôle du Fonds, dans le Cadre Renforcé qui a été récemment adopté, est centré, à juste titre, sur l'assistance aux pays dans la prise en charge des vulnérabilités en matière de gouvernance, à travers une évaluation et des conseils transparents, équitables et objectifs.

L'un des effets secondaires d'une longue période de politique monétaire non conventionnelle de cette dernière décade a été l'accumulation de risques liés à la recherche de rentabilité, au moment où les legs de la crise économique et financière mondiale n'ont pas été totalement résorbés. De plus, en raison de resserrement de la réglementation bancaire suite à la crise, les risques semblent avoir migré le secteur non bancaire, y compris sous forme de produits dérivés complexes. Dans le même temps, de nouveaux risques ont émergé, y compris la dissémination d'actifs crypto, dont la nature et l'importance ne sont pas encore claires. C'est un domaine où le Fonds devrait s'investir. Un resserrement abrupt des conditions monétaires globales comporte également le risque d'une plus grande volatilité financière et de mouvements de capitaux déstabilisants. Le Fonds devrait adapter son évaluation des mesures macro-prudentielles et des mesures de gestion des mouvements de capitaux aux circonstances spécifiques des pays. Le Fonds a également un rôle essentiel à jouer dans la conduite des efforts multilatéraux, en collaboration avec d'autres parties concernées, pour la prise en charge des difficultés associées au retrait des relations de correspondants bancaires, qui contrarient la conduite ordonnée des transactions courantes de certains pays membres.

L'escalade de conflits commerciaux et de retraits de la globalisation et de la coopération internationale constituent, probablement, les développements les plus déconcertants depuis notre réunion d'octobre. Les pays émergents et en développement, ainsi que les pays à faible revenu, ont bénéficié de la libéralisation du commerce et du transfert de technologie ces dernières décades. L'affaiblissement des engagements à la libre circulation des biens et services est particulièrement alarmant pour les pays à faible revenu. Nous réitérons notre soutien pour un système commercial multilatéral ouvert, guidé par des règles

transparentes, et pour un mécanisme de coopération pour la résolution des conflits commerciaux.

Les réformes structurelles sont cruciales pour renforcer la croissance potentielle et la productivité, créer des emplois, relever les défis liés aux progrès technologiques rapides, réduire les inégalités et promouvoir l'inclusion. Pour être efficaces, les réformes structurelles doivent prendre en charge les questions les plus pertinentes pour chaque pays, en phase avec ses ressources, capacités et contraintes> Dans le cas des pays producteurs de pétrole dans notre région, plusieurs d'entre eux tirent profit de la récente reprise des prix du pétrole pour poursuivre les réformes visant à diversifier leurs économies, ancrer une croissance forte et plus inclusive, renforcer leurs positions budgétaires, réduire le chômage des jeunes et des femmes et rationaliser les prix intérieurs de l'énergie.

Nous continuons à soutenir un Fonds Monétaire International fonctionnant sur la base des quotes-parts, disposant de ressources adéquates et centralement positionné dans le système mondial de sécurité financière. Nous appelons au maintien des ressources du FMI au-moins à leur niveau actuel, tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis de l'emprunt. Nous soulignons l'importance d'achever la revue des quotes-parts à la date des réunions de printemps de 2019, mais pas plus tard qu'à la date des réunions annuelles de 2019. Comme l'avions souligné par le passé, il est important que la nouvelle formule de calcul des quotes-parts assure une augmentation substantielle de la part relative des quotes-parts des pays émergents et développement dynamiques et que les quotes-parts et droits de vote de tous les pays éligibles au Fonds Fiduciaire pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance et des petits pays en développement soient préservés. Au vu des progrès limités à ce jour, nous sommes d'avis que le CMFI devrait débattre des voies et moyens d'accélérer le processus afin d'assurer un achèvement à temps de cette revue.